
Le Comité International Olympique et les “olympiades militaires” de 1919

Thierry Terret*



Opening Ceremonies, Pershing Stadium, June 22nd, 1919

Du 22 juin au 6 juillet 1919, soit sept mois après l’Armistice, mais au moment même où se négocie puis est signé le Traité de Versailles, se déroule à Paris la première rencontre sportive internationale de l’après-guerre: les jeux interalliés. Vingt neuf nations sont conviées par les États- Unis à l’événement : dix-huit acceptent de

* Thierry Terret is at CRIS, Université Lyon, France.

participer, avec près de 1500 athlètes réunis pendant deux semaines dans le stade Pershing construit pour l'occasion à Vincennes, dans la banlieue Est de la capitale française.

Depuis les travaux de Guy Lewis,¹ Elmer L. Johnson,² et Jean Durry,³ l'organisation de ces jeux est aujourd'hui relativement bien connue. Par ailleurs, leurs enjeux militaires et symboliques ont été abordés par Wanda Wakefield⁴ et leur dimension politique commence également à être mieux définie, en particulier dans le cadre de l'étude des relations franco-américaines au sortir de la Grande Guerre.⁵ Cependant, le calendrier sportif et la nature même de l'événement rendent nécessaires d'autres études. Succédant de fait aux jeux olympiques de Berlin qui n'ont pas eu lieu en 1916 et "annonçant" les "jeux ressuscités"⁶ qui prendront place à Anvers en 1920, les jeux interalliés ne pouvaient pas, en effet, laisser indifférentes les autorités olympiques. Quelles ont été, dès lors les relations entre le mouvement olympique et l'initiative de 1919 américaine en territoire français?

La réponse à cette question peut être envisagée selon deux hypothèses dont il conviendra de vérifier la pertinence: au mieux, les jeux interalliés pouvaient conférer la pérennité de l'idée olympique pour ses défenseurs après quatre années de guerre; au pire, elle pouvait présenter un risque pour la survie de l'institution olympique en remettant en cause sa suprématie. Or, qu'il s'agisse du comité international olympique ou de son président, Pierre de Coubertin, il faut bien convenir que la manifestation de 1919 a plutôt été l'objet d'un silence poli, nous faisant pencher en cela en faveur de la seconde alternative, celle de la perception d'un danger pour l'olympisme à un moment où il était fragilisé à la fois de l'intérieur et de l'extérieur.



1 - Des olympiades militaires

L'aventure des jeux interalliés commence véritablement le 15 octobre 1918, c'est-à-dire quelques semaines avant l'armistice, avec l'initiative d'Elwood S. Brown, directeur du département des sports athlétiques à la YMCA américaine. Dans un courrier adressé au Colonel Bruce Palmer, il fait en effet quatre suggestions dont la YMCA pourrait, selon lui, assurer la promotion et l'organisation en étroite coordination avec les autorités militaires:

1 - De grandes épreuves de masse et jeux pour tous les hommes: "sports athlétiques pour tous;"

2 - Des championnats officiels des American Expeditionary Forces (AEF) avec une large variété de sports compétitifs incluant des manifestations militaires, commençant par des phases éliminatoires dans les régiments, se poursuivant dans les divisions, voire les corps d'armée et s'achevant dans une grande finale à Paris;

3 - Des spectacles d'activités physiques et démonstrations à organiser dans de nombreux centres pour montrer à nos amis alliés le meilleur du sport des Américains, leur grand esprit de jeu et, incidemment, la qualité de leur virilité physique:

4 - Des compétitions athlétiques interalliées - ouvertes seulement aux soldats des armées alliées - de véritables jeux olympiques militaires (a great set of military Olympic Games).



Elwood S. Brown, Director General of the Cames

Pour Brown, le premier point est le plus important en ce qu'il est tout à fait conforme aux buts traditionnels de la YMCA. C'est d'ailleurs sur sa base qu'il obtient une écoute attentive de sa hiérarchie. Pour autant, les enjeux diplomatiques du dernier point sont rapidement envisagés et l'hypothèse de jeux interalliés est la seule à être présentée dans le premier courrier que E. C. Carter, responsable de la YMCA, adresse

au Général Pershing dès le 27 novembre 1918⁸: la lettre se veut décisive ; elle engage à une réaction à court terme, car l'intérêt de la proposition tient autant dans l'événement en tant que tel que dans le rayonnement gagné par celui qui en prendrait l'initiative : "Le stade de Colombes pourrait abriter les jeux en avril. Il y a en effet urgence car quelqu'un pourrait faire une proposition similaire, mais sur des bases moins satisfaisantes et à partir d'une autre source."⁹ Devant la réception favorable suscitée par l'offre, E.C. Carter est invité par le Général Pershing à prendre l'attache du colonel Wait C. Johnson, récemment nommé, le 1er décembre, "Chief Athletic Officer" à l'AEF. Johnson est séduit par l'idée des jeux interalliés ; "il avait la conviction que quelque chose était nécessaire pour remplacer le combat en tant que stimulation d'un effort collectif et unitaire. Il était évident qu'une liste d'exercices militaires obligatoires ne pouvait accrocher l'imagination ou maintenir l'enthousiasme d'une armée civile."¹⁰



Opening Ceremonies. (From left to right) Col. Wait C. Johnson, Chairman of Cames Committee; Gen. John J. Pershing, A.E.F. Commander in Chief; French President Poincare; French Government Official M. Georges Leygues

Si l'accord de principe de Johnson est ainsi rapidement obtenu, la question des responsabilités demeure au coeur de la discussion. Comment, en effet, conserver l'indépendance de décision de l'AEF dans l'organisation, alors que tous les événements sportifs internationaux devraient s'appuyer sur les fédérations internationales et, surtout, sur le Comité International Olympique? La solution proposée par Carter est celle d'une "invitation," en dehors de toutes les instances sportives déjà existantes. "Des jeux sur invitation permettent de contourner l'habitude prise - l'expérience des rencontres internationales l'a invariablement démontré - d'organiser d'interminables et pénibles discussions avant qu'un accord ne soit trouvé."¹¹ Derrière le prétexte du pragmatisme se lit en réalité le rejet d'une soumission à l'ordre du CIO. Au coeur de ces enjeux, notamment, la question du professionnalisme. Faux problème pour les Américains, celle-ci pourrit à cette époque les relations internes au monde du sport en Europe. En outre, le CIO en fait aussi son cheval de bataille dans la plus pure tradition coubertinienne, alors même que Pierre de Coubertin a modifié significativement sa position en la matière: "Il y a beaucoup de faux amateur qu'on doit poursuivre et beaucoup de faux professionnels qu'il faut indulgencier," lance-t-il en 1919.¹² Le

problème sera passé sous silence, les participants aux jeux interalliés devant simplement avoir été membres des forces militaires de l'une des nations alliées pendant les 52 mois de la Grande Guerre.

Plus généralement, Carter refuse de prendre le risque d'une perte d'autonomie des Américains dans le dispositif d'ensemble, qui se traduirait par une diminution de leur pouvoir décisionnel et une remise en question partielle du gain symbolique des jeux. Pour autant, certains choix font explicitement de la manifestation des "olympiades militaires." Ainsi, la plupart des épreuves et des règlements retenus sont calqués sur les jeux olympiques, à quelques exceptions près pensées dans le cadre d'épreuves militaires (tir au revolver, tir à la corde, lancer de grenade...). Le nombre d'engagements par nation et par épreuve est également limité à trois¹³ car, pour les organisateurs, ce choix est sensé supprimer les velléités nationalistes, personne ne pouvant taxer les Américains d'avoir privilégié un sport national ou des règlements spécifiques.

Restera alors à régler le problème du budget sans, bien entendu; s'appuyer sur les instances sportives, ni sur la contribution des autres nations qui sont invitées. La YMCA s'engagera finalement à assurer le coût de l'organisation générale, si chaque armée se charge de l'entraînement, de l'équipement, du transport et de l'alimentation de son équipe.

Au moment où se prennent ces premières décisions, les structures sportives militaires américaines s'affinent. Une semaine après l'armistice, le 20 novembre 1918, est ainsi mis en place un organisme de régulation, the Army Sport Control Board, en charge de la rédaction d'instructions et de règlements qui ne seront pas modifiés avant 1936.¹⁴ Et si le comité d'organisation des jeux interalliés n'est établi qu'en février 1919 sous la direction du colonel Johnson, le principe de la co-responsabilité de la YMCA, compte tenu de ses énormes engagements financiers, techniques et humains, est arrêté en revanche dès décembre 1918.

2 - L'attitude des autorités olympiques

Les hommes qui étaient peu clairvoyants en 1916 et 1917 estimaient que des années devraient s'écouler avant qu'un monde pitoyable ne créât à nouveau un événement héroïque aussi épique que les Olympiades de Londres et de Stockholm. Mais ce fut la bonne fortune des jeux interalliés que d'apporter une réplique cinglante à cette prévision pessimiste et même d'augurer pour les prochaines rencontres olympiques un succès encore plus grand que celui que les jeux connus par le passé.¹⁵

Dans cette déclaration, les rédacteurs avaient du rapport officiel des jeux interalliés ont, à l'évidence, explicitement fait le lien entre l'événement et les jeux olympiques, passés et futurs. Ils les présentent même comme une véritable contre-démonstration apportée à ceux qui doutaient de la pérennité de l'Olympisme. D'un autre côté, Pierre de Coubertin, dans ses *Mémoires olympiques*,¹⁶ y justifie douze ans plus tard la manifestation de 1919 dans un esprit similaire. D'une certaine manière, l'événement aurait ainsi eu, pour lui, une valeur de test pour l'organisation des premiers JO d'après-guerre à Anvers, en 1920. En effet, les disparus de

1914-1918 et l'état physique des rescapés ne remettaient-ils pas en question une reprise aussi rapide? C'est en tout cas la question à laquelle Coubertin cherche une réponse dans le stade Pershing: "Sur le nombre et la qualité des engagements, nous fûmes vite rassurés. Une des inquiétudes exprimées le plus généralement avait porté sur le fait de la disparition brutale de tant d'athlètes et sur l'absence d'entraînement de ceux qui restaient. A cet égard, les "Interallied Games" (...) furent extrêmement utiles (...). Les jeux interalliés révélèrent, comme on pouvait du reste s'y attendre, que la valeur musculaire et l'élan sportif n'étaient point en recul."¹⁷

Ces affirmations, l'une émanant des organisateurs des jeux interalliés, l'autre de l'ancien président du Comité International Olympique, pourraient laisser penser que des relations ont été entretenues par les deux instances en 1919. L'hypothèse paraît être d'autant plus plausible que deux séries d'événements sont susceptibles de venir l'appuyer.

D'une part, en 1915, le CIO avait accepté d'accorder son patronage aux jeux d'Extrême-Orient dont le président du comité d'organisation, le docteur Wu Ting Fang, s'était entouré de plusieurs conseillers américains appartenant à la YMCA¹⁸ parmi lesquels les futurs organisateurs des jeux interalliés. Les autorités olympiques n'ignoraient donc rien ni des grands principes de la YMCA, ni du type de manifestations que l'association américaine souhaitait organiser, ni même des relations déjà ambiguës-mais tolérées par le CIO- que ces événements sportifs pouvaient éventuellement entretenir avec le mouvement olympique. Les jeux d'Extrême-Orient avaient même alors été acceptés comme le "jardin d'enfant de l'olympisme"¹⁹ par le Comité International Olympique, d'où d'ailleurs l'acceptation de son patronage.

D'autre part, l'année 1919 est une année de travail pour le CIO qui se réunit d'ailleurs le 5 avril pour la désignation officielle d'Anvers.²⁰ Et au moment où se déroulent les jeux interalliés, les préparatifs battent leur plein en vue de la VIIème olympiade: mise en place d'un Comité Exécutif le 17 avril, constitution de comités techniques pour chaque discipline sportive le 24 mai, première pierre du stade posée le 4 juillet. A ces travaux du Comité olympique participent notamment Bartow Weeks, Dorn y de Alsua et P.J. de Matheu, trois nouveaux délégués américains du CIO désignés en 1918, qui ne peuvent ignorer l'intense activité développée aux Etats-Unis autour de la préparation des jeux interalliés. Toutes les conditions semblent donc réunies pour que, sinon des échanges, du moins un intérêt réciproque soit développé entre autorités olympiques et organisateurs de la manifestation de 1919.

Si nous avons relevé ces conditions favorables, c'est précisément parceque, à aucun moment, les responsables des deux institutions n'ont véritablement eu d'échanges, ni sur des questions strictement sportives, ni sur des aspects plus organisationnels. De même, dans l'*Almanach pour 1920*, si Pierre de Coubertin se réjouit de la résurrection des jeux olympiques. il ne dit pas un mot sur les jeux interalliés de 1919.²¹ Il ne s'étend pas davantage dans les articles qu'il publie dans la *Revue Sportive Illustrée* en 1920,²² n'aborde pas le sujet dans sa correspondance pourtant fournie avec Sigfrid Edström ou Godefroy de Blonay²³ et, surtout. le CIO les ignore parfaitement lors de sa session de 1921.²⁴ Coubertin met volontiers en relation l'échec de Berlin en 1916 et les futurs jeux d'Anvers en 1920 mais, apparemment, il n'accorde jamais d'importance à la "transition" de 1919.²⁵ On l'a vu, l'analyse succincte qu'il

en fournit n'intervient que 12 ans plus tard, dans un discours relativement neutre dont la sobriété est à mettre au compte du décalage temporel et institutionnel (il n'est plus président du CIO) ainsi que, peut-être, d'une sérénité retrouvée après des années difficiles pour le mouvement olympique. Cette dernière hypothèse nous amène alors à interpréter le silence relatif des autorités olympiques pendant l'événement lui-même.

3 - Les jeux interalliés et la crise de l'institution olympique

Le silence manifeste dans laquelle les autorités olympiques laissent la manifestation de 1919 ne peut être fortuit. Elle doit être resituée dans un contexte de crise qui affecte plus généralement le CIO à l'époque de son 25^{ème} anniversaire.

Avant la première guerre mondiale, l'idée olympique doit une grande partie de sa notoriété grandissante à la réussite de l'organisation des jeux de Londres et de Stockholm. En 1916, la rupture du rythme quadriennal pour cause de guerre a dès lors fragilisé l'institution qui en assurait la promotion et le développement. Au-delà, le conflit mondial a provoqué l'intrusion brutale des problèmes diplomatiques au cœur du CIO. Le délégué anglais, Cook, en démissionne par exemple, en 1915, "pour ne pas siéger dans un comité que déshonore la présence d'Allemands."²⁶ Deux ans plus tard, dans une lettre au baron de Blonay, Bertier de Sauvigny avoue ne plus pouvoir suivre Coubertin dans la voie qu'il a empruntée: "Je n'ai plus aucune confiance dans l'olympisme, écrit-il. J'admire Pierre qui s'illusionne et cherche à raccrocher quelques bribes de son oeuvre... et je suis heureux qu'il ait assez de moral pour n'être pas effondré devant l'effondrement dont elle a été victime."²⁷

Cette situation est également propice à la montée des ambitions individuelles. Edström, futur président du CIO de 1946 à 1952, dirige alors la fédération Internationale d'Athlétisme et, comme le dénonce Coubertin, il "cherche à tout préparer pour démonter le CIO et le remplacer par un comité de fédérations dont il serait le chef."²⁸ Cette époque marque en effet le début d'un conflit de 10 ans entre les fédérations sportives et le CIO pour le contrôle du sport international.²⁹

Enfin, au niveau français, une partie influente des autorités parisiennes, politiques et sportives, s'opposent à Coubertin qui ne peut guère compter que sur l'appui du président Poincaré. Les raisons de ces attaques, dont le président du CIO rendra compte plus tard dans ses *Mémoires olympiques*, sont doubles: d'une part, Coubertin décide en 1915 de transférer le siège du CIO en Suisse, à Lausanne, ce que d'aucuns considèrent alors comme une fuite et un acte d'anti-patriotisme en temps de guerre; d'autre part, Paris est candidate à l'organisation des jeux de 1920 et certains de ses responsables entretiennent rancune et amertume après la décision du congrès d'avril 1919 d'attribuer la VII^{ème} Olympiade à Anvers. Dans ces conditions où l'entreprise olympique est ébranlée et n'est momentanément plus assurée de survivre, du moins dans sa forme initiale, il n'est guère étonnant que ses défenseurs n'aient pas apprécié d'un très bon oeil l'idée des jeux interalliés en ce qu'ils pouvaient contribuer à renforcer les doutes sur son hégémonie.

Le risque était en effet double. D'une part, la vieille Europe-toujours très majoritaire au sein du CIO-pouvait être dépossédée du contrôle qu'elle conservait encore sur les institutions sportives internationales puisque, sur le terrain militaire comme sur le terrain sportif, le pouvoir et l'initiative étaient désormais du côté

américain. D'autre part, les contours de l'olympisme lui-même pouvaient en être brouillés, les jeux interalliés ayant souvent été présentés comme des "olympiades militaires" ou des "olympiades Pershing." Ainsi le journal *La Vie au Grand Air* publie-t-il par exemple un dossier complet sur l'événement, qu'il intitule "Des Olympiades militaires,"³⁰ reprenant en cela une dénomination présente dans les tous premiers projets de préparation de l'événement.

Bien entendu, certaines différences fondamentales existaient, comme par exemple la participation des sportifs professionnels ou l'absence de grandes nations sportives comme la Grande-Bretagne, ou encore l'attachement de justifications plus spécifiques comme l'occupation des troupes démobilisées. Toutefois, les rapprochements sont intéressants car, précisément, le CIO n'a jamais été entretenu du projet. Coubertin n'est d'ailleurs pas loin d'estimer que cette confusion a été volontairement maintenue: "Naturellement, on avait cherché dans certains milieux à égarer l'opinion en parlant 'd'Olympiade militaire' et en suggérant qu'elle prît la place de l'Olympiade régulière un an d'avance."³¹ Par l'intermédiaire d'une demande de J.J. Jusserand auprès du président Wilson, il obtiendra du reste l'assurance des autorités américaines qu'on ne fasse pas usage des termes "Olympiques" ou "Olympiade."³² Il ne pourra cependant restreindre les journalistes qui useront abondamment de ces termes, quitte à affirmer une spécificité à laquelle Coubertin demeurera insensible: "Il ne s'agit pas d'olympiades pacifiques telles que celles célébrées par la Grèce Antique tous les quatre ans et reprises depuis plus de vingt ans (...). Si l'on veut chercher une comparaison, il faudrait remonter - ce sont les Américains qui nous le suggèrent - jusqu'au siège de Troie, au moment où Patrocle organisa des jeux disputés par l'armée d'Agamemnon. Ce sont des soldats qui défendront l'honneur de leur pays. Peu importe qu'ils soient amateurs ou professionnels: quand un homme porte l'uniforme du soldat, toute recherche serait vaine et futile de savoir quels sont ses moyens d'existence ordinaire et s'il ne les tire pas du sport."³³

Les craintes de Coubertin étaient même fondées, si l'on en juge les propositions du journaliste d'*Excelsior* pour qui les jeux interalliés s'offrent comme un excellent modèle pour l'organisation future des jeux olympiques. Entre la conception américaine du sportif et la définition olympique de l'amateurisme, le journaliste a perçu les incompatibilités... mais il a tranché: "Il serait souhaitable que l'exemple actuel des Américains, n'établissant aucune distinction entre amateurs et professionnels, fut imité par les organisateurs des futurs olympiades."³⁴ Par ailleurs, les responsables des jeux interalliés ont également explicitement regretté que le processus de standardisation des épreuves sportives initié à l'occasion des jeux olympiques soit encore inachevé.³⁵ Du coup, leurs propres propositions auraient pu être présentées comme autant de normes susceptibles de s'affirmer au dépens des règles du CIO. Le risque ne provenait pas tant du fait que des règlements proches (mais différents) existaient, mais bien parce que certains les présentaient comme une alternative.

D'ailleurs, pour les sportifs eux-mêmes, l'échéance des jeux interalliés a volontiers été assimilée au calendrier olympique. Ainsi, un célèbre journaliste sportif français, Géo André, déclare par exemple que ces jeux sont essentiels et qu'il ne faudrait pas reproduire les erreurs de Stockholm: "Croyez-vous que l'Allemagne nous eût traités avec autant de dédain si nous avions figuré dignement à Stockholm, en 1912, et si la France s'était alors montrée ce qu'elle est en réalité (...). Mais à Stockholm, notre

exhibition fut lamentable et nous fîmes figure de nation de dernier ordre. L'ambassade nous reniait et nous traitait en intrus. Le gouvernement s'était complètement désintéressé de la question. Nos dirigeants sportifs, enfin, se montrèrent en-dessous de leur tâche."³⁶ Cette association n'était d'ailleurs pas pour déplaire à certains responsables français: Paris n'avait-elle pas une revanche à prendre pour avoir été rejetée de la course olympique pour 1920?



Military Parade at the 1919 Inter-Allied Games

Conclusion

Il est des cas où l'absence de relations explicites entre deux événements ou institutions devient paradoxalement plus révélatrice que leur existence. Elle doit en tout cas provoquer la réflexion. Tel est manifestement le cas pour l'organisation des jeux interalliés et le mouvement olympique. Le rapprochement diplomatique réalisé par les organisateurs des premiers, la véritable cécité des membres du CIO et la reconnaissance concise et très tardive de Coubertin suggèrent finalement que s'est aussi jouée à travers les jeux interalliés une tentative d'ébranlement de l'institution olympique, restée toutefois sans suite. Si la reconnaissance de la manifestation de 1919 n'intervient que beaucoup plus tard chez les responsables du CIO, c'est sans doute qu'ils estiment la crise interne des années vingt en grande partie terminée et le mouvement olympique définitivement sorti de la tourmente. Ils ne peuvent enfin qu'être sensibles au fait que les jeux interalliés n'auront pas de lendemain. Que sur tous ces points le CIO se trompe n'est en l'occurrence guère fondamental: l'olympisme traversera une nouvelle crise dès 1936 et de nouveaux jeux interalliés auront lieu en 1945. Il n'en demeure pas moins que l'attitude de feinte ignorance qui fut celle de ses responsables en 1919 est une claire démonstration des craintes qu'ils partageaient alors sur la pérennité de l'institution olympique, avant qu'ils ne fussent en partie rassurés par Anvers.

Pour peu que l'on accorde quelque crédit à cette hypothèse, il est néanmoins difficile d'affirmer que les "olympiades militaires" ont été rigoureusement et effectivement pensées comme une alternative aux jeux olympiques dès leur conception. La faiblesse de leur médiatisation, le caractère évidemment ponctuel de leur mise en place, l'absence de pression en direction du CIO ou de Coubertin, invitent à les analy-

ser davantage comme un simple risque potentiel pour l'institution olympique au moment où elle vivait une période de destabilisation, que comme l'arme d'une stratégie consciente.

Endnotes

1. Guy Lewis, "The Military Olympics at Paris, France, 1919," in *Physical Educator*, 31, 4, Dec. 1974, pp. 172-175.
2. Elmer L. Johnson, *The Inter-Allied Games*, Paris, France 1919, in J.A. Mangan, (ed.), *Proceedings of the HISPA Congress*, 1985, pp. 295-7.
3. Jean Durry, "1919 - Les jeux Interalliés, in Commissariat aux sports militaires," *De Joinville à l'olympisme. Rôle des armées dans le mouvement sportif français*, Paris, Ed. revue EPS, 1996, pp. 103-115.
4. Wanda E. Wakefield, *Playing to Win: Sport and the American Military. 1898-1945*, Albany NY, State University of New York Press, 1997, chapter 3, pp. 35-53.
5. Thierry Terret, "Les Jeux Interalliés et les relations Franco-américaines en 1919." Communication au 6ème congrès de l'ISHPES, Budapest, 13-17 juillet 1999.
6. Roland Renson, *La VIIIème olympiade. Anvers 1920. Les Jeux ressuscités*, Comité Olympique et Interfédéral Belge, 1995.
7. Lettre de E. S. Brown au colonel B. Palmer, 15/10/1918, reproduite dans George Wythe (Compiled by Major) and Joseph Hanson (Edited by Captain), *The Inter-Allied Games. Paris 22 June to 6 July 1919*, Paris, The Games Committee, Société anonyme de publications périodiques, 1919, pp. 17-18.
8. Lettre de E.C. Carter au Général Pershing, 27/11/1918, reproduite dans George Wythe (Compiled by Major) and Joseph Hanson (Edited by Captain), op. cit., pp. 23-24.
9. *Ibid.*
10. "He brought with him the conviction that something was needed to replace fighting as the stimulus for united organized effort. It was evident that a schedule of compulsory military drills and exercises could not grip the imagination or maintain the enthusiasm of a civilian army," George Wythe (Compiled by Major) and Joseph Hanson (Edited by Captain), op. cit., p. 29.
11. "Invitation games avoid the customary preliminary meetings, which, experience in international games has invariably shown, involves long-drawn-out and difficult conferences before general agreement is possible," Lettre de E.C. Carter au colonel Wait C. Johnson. 16/12/1918, reproduite dans George Wythe (Compiled by Major) and Joseph Hanson (Edited by Captain), op. cit., p. 24.

12. Lettres olympiques, in *Gazette de Lausanne*, 13/01/1919 et Louis Callebat, *Pierre de Coubertin*, Paris, Fayard, 1988, p. 191.
13. Inter-Allied Games. *General Regulations Governing the Competitions. Pershing Stadium, Paris - June 22, July 6, 1919*, 35 p. (Archives du Service Historique de l'Armée de Terre, dossier 16 N301).
14. Army Sport Control Board, War Office, *Games and Sports in the Army*. 1938-39, 1939, p. 34.
15. "Men who saw as through a glass darkly in 1916 and 1917 whispered that it would be years before a pitifully broken world could create again such heroic epics of athletics as the Olympiads of London and Stockholm. But it was the good fortune of the Inter-Allied Games to give a rosier hue to that pessimistic forecast and to prophecy for the next Olympic competition even greater success than has attended the Games of the past." George Wythe (Compiled by Major) and Joseph Hanson (Edited by Captain), *The Inter-Allied Games*, op. cit., p. 177.
16. Pierre de Coubertin, *Mémoires olympiques*, 1931.
17. *Ibid.*, p. 179.
18. *Ibid.*, p. 152, ainsi que Marie-Thérèse Eyquem, *Pierre de Coubertin. L'épopée olympique*, Paris, Lausanne, 1966, p. 219.
19. *Ibid.*
20. Renon Roland. op. cit.. p. 15. La candidature belge avait été annoncée en 1913.
21. Pierre de Coubertin, La VII^e Olympiade, in *Almanach pour 1920*, Lausanne, 1919, pp. 1-3.
22. *Revue Sportive Illustrée*, n^o2 et n^o3, 1920.
23. Archives non cotées du Musée Olympique de Lausanne, Suisse.
24. CIO, *Rapport de session*, 1921 (Archives du Musée Olympique de Lausanne).
25. Sauf erreur, aucune mention des jeux interalliés n'apparaît non plus dans N. Müller (coord. par), *Pierre de Coubertin: Textes choisis*, Zürich-New York-Hildesheim, Weidmann, 1986, 3 vol.
26. Louis Callebat. op. cit., p. 193.
27. Lettre de Bertier de Sauvigny au baron de Blonay, 31/05/1917, citée par Marie-Thérèse Eyquem, op. cit., p. 219.
28. Cité par Marie-Thérèse Eyquem, op. cit., p. 219.
29. Gordon MacDonald, "Looking for Leverage: The international sports Federa-

- tions at the 1921 Olympic Congress,” communication non publiée au 25ème congrès de la NASSH, Springfield, 23-26 mai 1997.
30. *La Vie au Grand Air*, 15/07/1919.
 31. Pierre de Coubertin, *Mémoires olympiques*, 1931.
 32. *Ibid.*
 33. *Excelsior*, 22/06/1919.
 34. *Ibid.*
 35. George Wythe (Compiled by Major) and Joseph Hanson (Edited by Captain), *The Inter-Allied Games*, op. cit., p. 77.
 36. *La Vie au Grand Air*, 15/03/1919.